

Finlande

Position des femmes dans la prise de décision : **2.28/5**

Position socio-économique des femmes : **1.64/5**

Violences faites aux femmes : **3/5**



Points phares

43%

de femmes au parlement et 47% de femmes ministres seniors

19,4%

de différentiel de salaire entre les femmes et les hommes

61,8%

des femmes employées à plein temps (différentiel femmes-hommes de 5,2%)

24,5%

de différentiel femmes-hommes dans les taux d'emploi des parents d'enfants de moins de 12 ans

Congé de maternité (18 semaines) rémunéré à

79%

place en refuge pour les femmes victimes de violence pour 10 000 habitant-e-s

Avortement disponible sur demande

TENDANCES :



La ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la violence à l'encontre des femmes est en cours. Un débat public a été lancé sur la criminalisation de l'achat de services sexuels. De même, le droit pénal sur la traite des êtres humains est en cours de révision, afin de prendre en compte la vulnérabilité des victimes et d'abaisser le seuil d'inculpation des trafiquants en cas d'exploitation sexuelle. Enfin, en 2012, le tout premier rapport sur les meurtres au sein de la famille en Finlande a été publié par le ministère de l'Intérieur.

En outre, le nouveau Programme politique pour l'enfance et la jeunesse (2012-2015) a été mis en œuvre et prône une éducation plus sensible à la dimension de genre.



Lors des élections municipales d'octobre 2012, et pour la première fois depuis les années 50, la proportion de femmes candidates a chuté (de 1,6%), pour atteindre 38,8%. Quant à la proportion de femmes au sein des conseils municipaux, elle n'est plus que de 36,2%.

En 2012, à Espoo, la deuxième plus grande ville de Finlande, on a décidé de suspendre le financement de l'unique refuge pour les victimes de violence. Des discussions allant dans le même sens sont en cours dans d'autres villes.

Le nombre de suicides de garçons et de jeunes hommes est en baisse, alors que celui de filles et de jeunes femmes de moins de 24 ans augmente.

COMPRENDRE LA FINLANDE

Tout comme sa voisine la Suède, la Finlande affiche une proportion importante de femmes dans la prise de décision politique, en l'absence de mesures contraignantes. Dans les grands partis politiques, 40% des leaders sont des femmes. Toutefois, la baisse récente de la représentation féminine dans les gouvernements municipaux rappelle le risque toujours présent de recul face au pouvoir croissant des voix des femmes.

Bien que moins d'un tiers des membres des conseils d'administration des sociétés privées soient des femmes (27%), la Finlande affiche néanmoins les meilleurs chiffres de toute l'UE. Seuls les organismes publics sont contraints, par décision politique plutôt que par la loi, d'imposer une « proportion équitable » (au moins 40%) de femmes et d'hommes.

La position socio-économique des femmes en Finlande est quant à elle moins sûre. Alors que si l'on en croit des statistiques récentes (2010), près de 62% des femmes travaillent à temps plein, et si leur salaire augmente plus rapidement que celui des hommes, le différentiel de salaire entre les femmes et les hommes reste marqué, soit 19,4%, et ne diminue que très lentement. Une rémunération inadéquate du congé de maternité (79%), ainsi qu'une faible proportion d'enfants en bas-âge accueillis dans les structures publiques (28% des moins de 3 ans et 77% des enfants de 3 ans à l'âge scolaire) sont autant d'éléments qui creusent encore le fossé femmes-hommes en matière d'emploi pour les parents d'enfants de moins de 12 ans (24,5%). De plus, 39% seulement des personnes âgées dépendantes bénéficient des services de prise en charge officiels.

Les refuges pour femmes victimes de violence ferment les uns après les autres, illustrant ainsi la méconnaissance de la dimension femmes-hommes de la violence familiale. Les femmes assassinées par leur époux ou ex-époux sont toujours aussi nombreuses. Le Plan d'action national du gouvernement contre les violences faites aux femmes est certes ambitieux, mais manque de fonds et de ressources humaines.

En revanche, au niveau de l'éducation sexuelle et des droits reproductifs, le pays enregistre d'excellents résultats.